Nombres de Membres

Afférents au Conseil Municipal : 15

Qui ont pris part à la Délibération

Date de la convocation :

Le 2 décembre 2014

Date d'affichage :

LUNDI 8 DÉCEMBRE 2014

L'an deux mille quatorze et le LUNDI HUIT DÉCEMBRE à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jacques BERTOLINI, Maire,

PRÉSENTS : Mme Chantal SABATIER, M. Didier MASSOT, M. Michel VENDITTI, Mme Annick CONTY Adjoints,
M. Christian BURDET, Mme Christine SALANÇON, M. Benjamin ROCA, M. Alain ACERBIS, M. Olivier SEBIRE, Mme Pascale GRUFFAZ, M. Arnaud THERET, Mme Rachel BAPTISTE.

Procuration : Mme Odile GIRARD à Mme Pascale GRUFFAZ.

Absente : Mme Florie LARDET.

M. Christian BURDET a été nommé secrétaire de séance.

Après approbation du compte-rendu de la précédente séance, il est passé à l'ordre du jour.

1 Délibération : PORTANT AVENANT AU MAPA DE SERVICES « NETTOYAGE DE L'ECOLE »

Dans le cadre de cette opération, il s'avère indispensable de modifier la prestation de nettoyage avec l'instauration des nouvelles activités périscolaires depuis le 1^{er} septembre 2014.

Cette évolution est donc à prendre en compte dans le cadre de cette opération.

Ainsi, la société ARTNET nous a transmis une proposition pour cette mission complémentaire d'un montant 256,58 € HT mensuel,

Le montant initial du marché est de : 1 029,98 € HT mensuel

Le montant des prestations supplémentaires s'élève à : 256,58 € HT mensuel

Ce montant représente une augmentation de 24.91 % par rapport au montant initial du marché

Le nouveau montant du marché H.T. est de : 1 286,56 € HT mensuel

Soit en TTC : 1 543,87 € TTC

Il est demandé au conseil municipal :

- d'adopter cet avenant au marché de services
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les pièces contractuelles.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu le mapa attribué à la société ARTNET sise à Orange (84) concernant le nettoyage de l'école pour un montant de 1 029,98 € HT,

APPROUVE à l'unanimité l'avenant n° 1.

AUTORISE à l'unanimité Monsieur le Maire à signer les pièces contractuelles nécessaires à l'exécution de cet avenant de marché,

DIT que les dépenses liées aux travaux sont inscrites au budget 2014 et 2015.

2 Délibération : PORTANT LANCEMENT D'UNE CONSULTATION POUR UN MAPA DE PRESTATION INTELLECTUELLE « MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE – AMÉNAGEMENT URBAIN ET SÉCURITAIRE »

M. le Maire propose au Conseil municipal de lancer une consultation pour un marché à procédure adaptée de prestation intellectuelle pour une mission de maîtrise d'œuvre relative à « l'aménagement urbain et sécuritaire RD 311 « IROUSSE »- CHEMIN DE RONDE AU CHEMIN DE LA PINÈDE (STADE) ET ROUTE DES REMPARTS / RD 306 (ROUTE DE CARSAN) ».

Vu l'exposé de M. le Maire,

Le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- d'autoriser M. le Maire à prendre toutes décisions pour préparer, passer, exécuter et régler un marché de prestation intellectuelle à procédure adaptée pour une mission de maîtrise d'œuvre relative à l'aménagement urbain et sécuritaire.

3 Délibération : PORTANT ACCORD DE PRINCIPE POUR UNE DEMANDE DE SUBVENTIONS

Vu la délibération du conseil municipal de ce jour relative au projet d'aménagement urbain et sécuritaire,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter l'accord de principe de l'assemblée pour demander toutes les subventions disponibles pour ce projet,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Donne un accord de principe pour solliciter des subventions auprès de tous les partenaires possibles et notamment pour le produit des amendes de police géré par le Conseil Général ou encore pour la dotation d'équipement des territoires ruraux gérée par l'État.
- Dit qu'un plan de financement sera défini dès connaissance du maître d'œuvre et du montant des travaux.

4 Délibération : PORTANT APPROBATION DES TRAVAUX EN RÉGIE – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT 2014

Mme Chantal SABATIER, Adjointe aux finances, indique que le personnel a exécuté au cours de l'exercice des travaux en régie pour les montants correspondants :

TRAVAUX EN RÉGIE 2014

TRAVAUX		MATERIAUX	LOCATION	TRACTO	CAMION	MAIN D'ŒUVRE	TOTAL GLOBAL
Ass Chardonnerets	C/21532	1 615,96 €		1 000 €		1 060 €	3 675,96 €
TOTAL		1 615,96 €		1 000 €		1 060 €	3 675,96 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve ces résultats à l'unanimité.

5 Délibération : PORTANT APPROBATION DES TRAVAUX EN RÉGIE – BUDGET COMMUNE 2014

Mme Chantal SABATIER, Adjointe aux finances, indique que le personnel a exécuté au cours de l'exercice des travaux en régie pour les montants correspondants :

TRAVAUX EN

REGIE 2014

TRAVAUX		MATERIAUX	LOCATION	CAMION	TRACTO	MAIN D'ŒUVRE	TOTAL GLOBAL
Abri bus	C/2152	468 €				960 €	1 428 €
Travaux pluvial la Magdeleine	C/21538	780,96 €			400 €	520 €	1 700,96 €
Bureau mairie	C/21311	6 060,99 €				5 000 €	11 060,99 €
Travaux voirie	C/2151	551,62 €				640 €	1 191,62 €
Dos d'âne chemin du Petit Grès	C/2152	2009,04 €				480 €	2 489,04 €
Fossé chemin du Pavillon	C/21538	1 327,08 €			400 €	1 160 €	2 887,08 €
Aménagement maison des associations	C/21318	361,11 €				320 €	681,11 €
Travaux école	C/21312	1 015,21 €				1 600 €	2 615,21 €
TOTAL		12 574,01 €			800 €	10 680 €	24 054,01 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve ces résultats à l'unanimité.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal les transferts suivants :

Fonctionnement :

Fonctionnement	
C/6411	+ 4 054,01 €
C/6554	+ 5 000 €
Recettes	
C/722 chap. 042	+ 9 054,01 €

Investissement :

Dépenses	
C/2051	+ 3 000 €
C/21311 chap. 040	+ 11 060,99 €
C/21311	+ 3 100 €
C/21311	- 3 000 €
C/21312 chap. 040	+ 2 615,21 €
C/21312	+ 2 800 €
C/21318 chap. 040	+ 681,11 €
C/2135 chap. 040	- 15 000 €
C/2151 chap. 040	+ 1 191,62 €
C/2152 chap. 040	+ 3 917,04 €
C/21534	- 25 900 €
C/21538 chap. 040	+ 4 588,04 €
C/21568	+ 400 €
C/2183	+ 20 000 €
C/2184	- 9 454,01 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité ces transferts.

7 Délibération : PORTANT DÉCISION MODIFICATIVE N°3 – BUDGET COMMUNE

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal les transferts suivants :

Fonctionnement :

Fonctionnement	
C/60628	+ 500 €
C/611	- 500 €
Recettes	
C/775	+ 3 000 €
C/7718	- 1 000 €
C/7788	- 2 000 €
C/7488	- 1 164 €
C/74832	+ 1 164 €

Investissement :

Dépenses	
C/21318	+ 5 706 €
C/2188	+ 2 084 €
C/2182	+ 3 300 €
C/2111	- 11 090 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité ces transferts.

7 Délibération : PORTANT DÉCISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal les transferts suivants :

Fonctionnement :

Dépenses	
C/6262	+ 100 €
C/66111	+ 1 €
C/6226	- 101 €
C/6215	+ 20 000 €
C/023	+ 3 676 €
Recettes	
C/704	+ 20 000 €
C/722	+ 3 676 €

Investissement :

Dépenses	
C/21532	+ 3 676 €
Recettes	
C/021	+ 3 676 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité ces transferts.

8 Délibération : PORTANT RENOUELEMENT DE LA LIGNE DE TRÉSORERIE

Une demande de renouvellement de la ligne de trésorerie pour un montant de 200 000 € a été effectuée auprès du Crédit Agricole. Il expose que ce concours permettra de mieux maîtriser les flux financiers, d'envisager un assouplissement des rythmes des paiements et d'éviter une mobilisation trop précoce des emprunts budgétés.

Il en a résulté la proposition suivante :

- CREDIT AGRICOLE : durée 1 an, taux variable préfixé, indexé sur l'EURIBOR 3 mois moyenne du mois précédant le mois facturé (facturation du mois M sur la base de l'index M-1). Plus marge de 2,40 %, soit à titre indicatif sur index d'octobre 2014 à 0,082 % un taux de : 2,482 %.
- versement par virement, remboursement par virement,
- date de valeur débit : jour d'émission virement,
- date de valeur crédit : jour de réception du virement,
- intérêts calculés mensuellement à terme échu,
- facturation mensuellement, à terme échu, des agios, prélevés suivant la procédure de débit d'office,
- tirages d'un montant minimum de 10 %,
- commissions d'engagement ou de non utilisation : néant,
- frais de dossier : 0,20% du montant accordé.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après échange de vues, prend en considération et approuve la proposition de Monsieur le Maire, et après avoir délibéré :

Décide à l'unanimité de demander à la Caisse Régionale de CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL du LANGUEDOC aux conditions de taux fixées à la date de la signature du contrat, l'attribution d'une ouverture de crédit à court terme, d'une durée de 12 mois. Les utilisations de ce concours seront remboursées au gré de la commune.

Prend l'engagement :

- d'utiliser ce concours pour faciliter l'exécution budgétaire,
- d'affecter les ressources procurées par ce concours, en trésorerie (hors budget).

Prend l'engagement pendant toute la durée de l'ouverture de crédit de créer et de mettre en recouvrement, en tant que de besoin, les impositions nécessaires pour assurer le paiement des intérêts et le remboursement des fonds utilisés.

Confère, en tant que de besoin, toutes délégations utiles à Monsieur le Maire de la Commune pour la réalisation de ce concours, la signature du contrat à passer avec l'établissement prêteur et l'acceptation de toutes les conditions qui y sont insérées.

9 Délibération : DE PRINCIPE AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'AGENTS NON TITULAIRES – FILIERE ANIMATION POUR 2015

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

Vu la loi n°83-634 du 26 janvier 1984 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 3,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Considérant que les besoins de l'accueil périscolaire peut justifier le recrutement de personnel à titre saisonnier ou temporaire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'autoriser le Maire à recruter pour l'année 2015, dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi n° 84.53 du 26.1.1984 modifiée et pour faire face aux besoins temporaires ou saisonniers précités, l'équivalent de 5 agents non titulaire à temps complet correspondant au grade d'adjoint d'animation territorial de 2^{ème} classe,

- que la rémunération des 5 adjoints d'animation territorial de 2^{ème} classe s'effectuera par référence au 1^{er} échelon du grade,

- d'autoriser en conséquence le maire à signer les arrêtés d'engagement,

- que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget de l'exercice 2015.

10 Délibération : DE PRINCIPE AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'AGENTS NON TITULAIRES – FILIÈRE TECHNIQUE POUR 2015

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

Vu la loi n°83-634 du 26 janvier 1984 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 3,

Considérant que les besoins du service technique et de l'école peuvent justifier le recrutement de personnel à titre temporaire ou saisonnier,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'autoriser M. le Maire à recruter pour 2015, dans les conditions fixées par l'article 3, de la loi n° 84.53 du 26.1.1984 modifiée et pour faire face aux besoins temporaires ou saisonniers précités, l'équivalent de 5 agents non titulaire à temps complet correspondant au grade d'adjoint technique territorial de 2^{ème} classe,

- que la rémunération des 5 adjoints technique territoriaux de 2^{ème} classe s'effectuera par référence au 1^{er} échelon du grade,

- d'autoriser en conséquence le maire à signer les arrêtés d'engagement,

que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales seront inscrits au budget de l'exercice

11 Délibération : PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À UNE ASSOCIATION

M. le Maire propose d'accorder une subvention exceptionnelle pour 2014 à l'association suivante :

- Association **Football Club** de St Alexandre : 600 €

Le Conseil municipal décide par 11 voix pour et 3 abstentions (Mme Chantal SABATIER, M. Michel VENDITTI, M. Arnaud THERET) d'attribuer la subvention susvisée pour un **montant total de 600 €**, ces crédits seront prévus au C/ 65748 du budget principal 2014.

12 DÉLIBÉRATION PORTANT DÉSIGNATION DE DÉLÉGUÉS AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DU HAUT GARD

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il convient de désigner deux délégués titulaires et deux délégués suppléants auprès du SIAEP du HAUT GARD,

Considérant que le conseil municipal doit procéder à l'élection des délégués,

Premier tour de scrutin

Se sont portés candidats aux postes de délégués titulaires et de délégués suppléants : M. Alain ACERBIS, Mme Chantal SABATIER, Mme Odile GIRARD et M. Michel VENDITTI

Ont obtenu :

- M. Alain ACERBIS 15 voix (quinze voix) ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé délégué titulaire,
- Mme Chantal SABATIER 15 voix (quinze) ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé déléguée suppléante,
- Mme Odile GIRARD 15 voix (quinze voix) ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamée déléguée suppléante,
- M. Michel VENDITTI 15 voix (quinze voix) ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamée délégué titulaire.

DÉSIGNE :

Les délégués titulaires sont : M. Michel VENDITTI, M. Alain ACERBIS

Les délégués suppléants sont : Mme Chantal SABATIER, Mme Odile GIRARD.

Et transmet cette délibération au SIAEP du HAUT GARD.

13 Délibération : PORTANT RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur le Maire présente l'intérêt pour la commune de reconsidérer le contenu du PLU. Il soumet au Conseil Municipal les principales justifications qui motivent la révision du Plan Local d'Urbanisme et précise les principaux objectifs qui seront poursuivis : dans un contexte d'attractivité de Saint Alexandre, pour le logement comme pour l'activité touristique, il est nécessaire de réfléchir à un nouveau projet plus équilibré entre des mesures de développement de l'habitat, de l'activité économique et touristique d'une part et des mesures de protection d'autre part, qu'il s'agisse de la structure des paysages de l'organisation historique du territoire ou de ses composantes agricoles et naturelles. Dans ce cadre, Il apparaît nécessaire de redéfinir clairement l'affectation des sols et d'organiser l'espace communal, de réfléchir sur les orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durable.

Monsieur le maire rappelle également que le P.L.U. actuel a été partiellement annulé par le Tribunal administratif de Nîmes et qu'ainsi, s'applique sur une partie du territoire communal l'ancien Plan d'Occupation des Sols, ce qui pose de nombreux problèmes de cohérence et ainsi que des difficultés techniques dans l'application du droit des sols.

Il explique également qu'il est nécessaire de définir une approche qualitative dans l'urbanisation, absente dans le P.L.U., faute d'Orientation d'Aménagement et de Programmation dans les principales zones constructibles. Ainsi, Il s'agit notamment :

- De mettre en compatibilité le P.L.U. avec les dispositions de la loi ALUR, du 24 mars 2014 et de la loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 compte-tenu de l'échéance légale fixée au premier janvier 2017 (pour la loi ENE),
- De renforcer les dispositions relatives à la préservation du caractère architectural et urbain du bâti historique et notamment du vieux village,
- De définir les modalités d'urbanisation de manière plus qualitative, notamment dans les secteurs stratégiques qui seront voués à l'urbanisation,
- De favoriser l'évolution du bâti existant, pour une meilleure rentabilisation des espaces déjà partiellement ou totalement artificialisés,
- De diversifier l'offre en logement,
- D'identifier et renforcer les continuités écologiques (trame verte et trame bleue) et de renforcer la prise en compte des enjeux liés à la préservation de l'environnement naturel,

Après avoir entendu l'exposé du Maire :

- considérant que la révision du P.L.U. aurait un intérêt important pour une bonne gestion du développement communal et du développement durable, notamment au regard des objectifs poursuivis et des principales motivations exposés par le Maire,
- considérant la nécessité de rendre conforme le PLU avec la loi ENE avant le premier janvier 2017.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :

1. de valider les orientations, motivations et objectifs exposés par Monsieur le Maire ;
 2. de prescrire la révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants du code de l'urbanisme,
 3. de mener la procédure selon le cadre défini par les articles L 123-6 à L 123-10, R 123-16 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes associées ;
 4. de fixer les modalités de concertation prévues par les articles L 123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme de la façon suivante :
 - parution d'articles dans le bulletin municipal,
 - tenue de réunions publiques aux étapes clé de la révision,
 - mise à disposition du public en mairie, aux heures et jours d'ouverture, d'un dossier présentant l'avancement des études, régulièrement mis à jour, accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations de toute personne intéressée,
 - Possibilité d'écrire au maire,
 - information régulières sur le site Internet de la commune,
- La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.
5. Cette concertation se déroulera jusqu'à l'arrêt du projet de révision du PLU à l'issue duquel le conseil municipal en tirera le bilan par la même délibération ;
 6. de s'engager à tenir un débat au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables conformément à articles L 123-9 du code de l'urbanisme, deux mois au moins avant l'arrêt du projet PLU ;
 7. de demander, conformément à l'article L 121-7 du code de l'urbanisme, que les services de la direction départementale des territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du PLU et de donner tous les pouvoirs à M. le Maire pour choisir le cabinet d'urbanisme qui en sera chargé ;

8. de donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaires à l'élaboration de la révision du PLU ;
9. de solliciter de l'Etat, conformément au décret 83-1122 du 22 décembre 1983, qu'une dotation (DGD en Urbanisme) soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels (et d'études) nécessaires à la révision du PLU ;
10. dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice 2014/2015.

Conformément aux articles L121-4, L122-7, L 123.6, R123-24 et R123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise au préfet et notifiée :

- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général ;
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale directement intéressés (DRAGA)

Conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département

14 Délibération : PORTANT MISE A DISPOSITION D'UN AGENT COMMUNAL AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GARD RHODANIEN

La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 dans son article 61 et le décret n°85-1081 du 8 octobre 1985 dans son article 1^{er} prévoient que les fonctionnaires territoriaux peuvent faire l'objet, après avis de la commission administrative paritaire, d'une mise à disposition au profit des collectivités territoriales ou établissements publics en relevant.

Les conditions de la mise à disposition sont précisées par une convention entre la collectivité et l'organisme d'accueil dont la durée ne peut excéder trois ans. La mise à disposition est prononcée par arrêté de la collectivité.

Il est proposé d'apporter une assistance à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien pour la restauration de l'ALSH.

Le conseil municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver la mise à disposition à titre onéreux d'un agent du service technique de la commune au profit de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016 et pour une durée hebdomadaire de 8 heures 30 par semaine, excepté 1^{ère} semaine des vacances scolaires de Toussaint, Hiver et Pâques 42 h 30 par semaine.
- d'autoriser monsieur le maire à signer la convention ci-jointe pour la mise à disposition de l'agent auprès de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, cette convention donnant lieu à un arrêté individuel de mise à disposition.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Entre :

La commune de Saint Alexandre, représentée par son maire, dûment habilité à cet effet par délibération du conseil municipal en date du

d'une part,

ET :

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien représentée par son Président, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil communautaire en date du

d'autre part,

Considérant qu'il est proposé d'apporter une assistance à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien pour la restauration de l'ALSH et que les compétences nécessaires existent au sein des services municipaux.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

Conformément aux dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et du décret n°85-1081 du 8 octobre 1985, la commune de SAINT ALEXANDRE met 1 agent à disposition de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

Article 2 : Nature des fonctions exercées par le fonctionnaire mis à disposition

L'agent est mis à disposition selon les modalités suivantes :

Nom de l'agent : M. Stéphane BERT

Fonction communale : restauration

Grade : Adjoint technique territorial de 2^{ème} classe

Fonctions à la Communauté d'agglomération : restauration

Quotité horaire de mise à disposition :

Article 3 : Durée de la mise à disposition

L'agent est mis à disposition de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien du.

Article 4 : Conditions d'emploi des fonctionnaires mis à disposition

Pendant la mise à disposition, le travail de cet agent est organisé par la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien dans la limite de la quotité horaire définie ci-dessus.

La commune de SAINT ALEXANDRE continue à gérer la situation administrative de cet agent (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, discipline).

Article 5 : Rémunération des fonctionnaires mis à disposition

La commune de SAINT ALEXANDRE verse à cet agent la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi.

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ne verse aucun complément de rémunération à ces agents sous réserve de remboursement de frais.

Article 6 : Remboursement de la mise à disposition

La commune de SAINT ALEXANDRE consent la mise à disposition de cet agent à titre onéreux.

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien rembourse donc à la commune de SAINT ALEXANDRE les salaires bruts et les charges patronales correspondants.

Article 7 : Modalités de contrôle et d'évaluation des activités des agents mis à disposition

En cas de faute disciplinaire, la commune de SAINT ALEXANDRE est saisie par la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, qui lui adresse un rapport relatant les faits reprochés.

Article 8 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition de cet agent peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande :

_ de la commune de SAINT ALEXANDRE

_ de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien

_ de l'agent mis à disposition.

Un délai de 2 mois sera respecté entre la demande de fin de mise à disposition et la date d'effet de celle-ci.

Article 9 : Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de NIMES.

La présente convention peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification

Fait en Mairie à ,
le Président de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien

Le Maire

Questions diverses : pas de questions.

Clôture de la séance à 22 heures 00.

M. Jacques BERTOLINI	M. Michel VENDITTI	Mme Chantal SABATIER	M. Didier MASSOT	Mme Annick CONTY
M. Alain ACERBIS	Mme Odile GIRARD PROCURATION	Mme Christine SALANÇON	Mme Pascale GRUFFAZ	M. Arnaud THERET
M. Christian BURDET	Mme Rachel BAPTISTE	M. Olivier SEBIRE	Mme Florie LARDET ABSENTE	M. Benjamin ROCA